

DOCUMENT A/63/10*

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixantième session (5 mai-6 juin et 7 juillet-8 août 2008)

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
Abréviations et sigles.....	5
Note concernant les citations.....	5
Instruments multilatéraux cités dans le présent volume.....	6
<i>Chapitres</i>	<i>Paragraphes</i>
I. ORGANISATION DE LA SESSION.....	1-11 13
A. Membres de la Commission.....	2 13
B. Bureau et bureau élargi.....	3-5 13
C. Comité de rédaction.....	6-7 13
D. Groupes de travail.....	8-9 14
E. Secrétariat.....	10 14
F. Ordre du jour.....	11 15
II. RÉSUMÉ DES TRAVAUX DE LA COMMISSION À SA SOIXANTIÈME SESSION.....	12-25 16
III. POINTS SUR LESQUELS DES OBSERVATIONS SERAIENT PARTICULIÈREMENT INTÉRESSANTES POUR LA COMMISSION.....	26-33 18
A. Les réserves aux traités.....	26-28 18
B. Responsabilité des organisations internationales.....	29-30 18
C. Protection des personnes en cas de catastrophe.....	31-33 18
IV. RESSOURCES NATURELLES PARTAGÉES.....	34-54 19
A. Introduction.....	34-36 19
B. Examen du sujet à la présente session.....	37-48 19
1. Relation entre le projet d'articles et d'autres instruments.....	39-45 20
2. Adoption du projet d'articles et des commentaires y relatifs.....	46-48 21
C. Recommandation de la Commission.....	49 21
D. Hommage au Rapporteur spécial, M. Chusei Yamada.....	50-52 21
E. Projet d'articles sur le droit des aquifères transfrontières.....	53-54 21
1. Texte du projet d'articles.....	53 21
2. Texte du projet d'articles et commentaires y relatifs.....	54 24
Commentaire général.....	24
PRÉAMBULE.....	25
PREMIÈRE PARTIE INTRODUCTION.....	26
Article 1. Champ d'application.....	26
Article 2. Termes employés.....	27
DEUXIÈME PARTIE PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	29
Article 3. Souveraineté des États de l'aquifère.....	29
Article 4. Utilisation équitable et raisonnable.....	30
Article 5. Facteurs pertinents pour une utilisation équitable et raisonnable.....	31
Article 6. Obligation de ne pas causer de dommage significatif.....	33
Article 7. Obligation générale de coopérer.....	34
Article 8. Échange continu de données et informations.....	35
Article 9. Accords et arrangements bilatéraux et régionaux.....	36

* Paru initialement comme *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-troisième session, Supplément n° 10*.

TROISIÈME PARTIE PROTECTION, PRÉSERVATION ET GESTION.....		37
Article 10. Protection et préservation des écosystèmes.....		37
Article 11. Zones de réalimentation et de déversement.....		38
Article 12. Prévention, réduction et maîtrise de la pollution.....		38
Article 13. Surveillance.....		39
Article 14. Gestion.....		41
Article 15. Activités projetées.....		41
QUATRIÈME PARTIE DISPOSITIONS DIVERSES.....		43
Article 16. Coopération technique avec des États en développement.....		43
Article 17. Situations d'urgence.....		45
Article 18. Protection en période de conflit armé.....		47
Article 19. Données et informations vitales pour la défense ou la sécurité nationales.....		47
	<i>Paragraphes</i>	
V. EFFETS DES CONFLITS ARMÉS SUR LES TRAITÉS.....	55-56	49
A. Introduction.....	55-57	49
B. Examen du sujet à la présente session.....	58-64	49
C. Texte du projet d'articles sur les effets des conflits armés sur les traités adopté par la Commission en première lecture.....	65-66	50
1. Texte du projet d'articles.....	65	50
2. Texte du projet d'articles et commentaires y relatifs.....	66	51
Article 1. Champ d'application.....		51
Article 2. Expressions employées.....		52
Article 3. Caractère contingent de l'extinction ou de la suspension de l'application.....		53
Article 4. Indices permettant de conclure à la possibilité de l'extinction, du retrait ou de la suspension de l'application.....		54
Article 5. Traités dont le contenu implique qu'ils sont applicables.....		54
Article 6. Conclusion de traités pendant un conflit armé.....		65
Article 7. Dispositions expresses sur l'application des traités.....		65
Article 8. Notification de l'extinction, du retrait ou de la suspension.....		65
Article 9. Obligations imposées par le droit international indépendamment d'un traité.....		66
Article 10. Divisibilité des dispositions d'un traité.....		66
Article 11. Perte du droit de mettre fin au traité, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application.....		67
Article 12. Remise en application des traités.....		67
Article 13. Effet sur un traité de l'exercice du droit de légitime défense à titre individuel ou collectif.....		67
Article 14. Décisions du Conseil de sécurité.....		67
Article 15. Interdiction pour un État de tirer avantage de l'agression.....		68
Article 16. Droits et obligations découlant du droit de la neutralité.....		68
Article 17. Autres cas d'extinction, de retrait ou de suspension.....		68
Article 18. Remise en vigueur des relations conventionnelles après un conflit armé.....		69
Annexe.....		69
VI. LES RÉSERVES AUX TRAITÉS.....	67-124	70
A. Introduction.....	67-70	70
B. Examen du sujet à la présente session.....	71-122	70
1. Présentation du treizième rapport par le Rapporteur spécial.....	80-92	71
2. Résumé du débat.....	93-109	73
a) Observations générales.....	93-94	73
b) Commentaires spécifiques sur les projets de directive.....	95-109	73
3. Conclusions du Rapporteur spécial.....	110-122	75
C. Texte des projets de directive concernant les réserves aux traités adoptés provisoirement à ce jour par la Commission.....	123-124	76
1. Texte des projets de directive.....	123	76
2. Texte des projets de directive et commentaires y relatifs adoptés par la Commission à sa soixantième session.....	124	83
2.1.6 [2.1.6, 2.1.8] Procédure de communication des réserves.....		83
2.1.9 Motivation.....		88
2.6 Formulation des objections.....		89
2.6.5 Auteur.....		89

<i>Chapitres</i>		<i>Pages</i>
2.6.6	Formulation conjointe	91
2.6.7	Forme écrite	92
2.6.8	Expression de l'intention d'empêcher l'entrée en vigueur du traité	93
2.6.9	Procédure de formulation des objections	94
2.6.10	Motivation	95
2.6.11	Non-exigence de la confirmation d'une objection faite avant la confirmation formelle de la réserve	97
2.6.12	Exigence de la confirmation d'une objection formulée avant l'expression du consentement à être lié par le traité	98
2.6.13	Délai de formulation d'une objection	99
2.6.14	Objections conditionnelles	101
2.6.15	Objections tardives	103
2.7	Retrait et modification des objections aux réserves	104
2.7.1	Retrait des objections aux réserves	105
2.7.2	Forme du retrait des objections aux réserves	106
2.7.3	Formulation et communication du retrait des objections aux réserves	106
2.7.4	Effet du retrait d'une objection sur la réserve	107
2.7.5	Date d'effet du retrait d'une objection	107
2.7.6	Cas dans lesquels l'État ou l'organisation internationale auteur de l'objection peut fixer unilatéralement la date d'effet du retrait de l'objection à la réserve	108
2.7.7	Retrait partiel d'une objection	109
2.7.8	Effet du retrait partiel d'une objection	110
2.7.9	Aggravation d'une objection à une réserve	110
2.8	Formes d'acceptation des réserves	111
	<i>Paragraphes</i>	
VII.	RESPONSABILITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	125-165 114
A.	Introduction	125-126 114
B.	Examen du sujet à la présente session	127-163 114
1.	Présentation par le Rapporteur spécial de son sixième rapport	135-144 115
2.	Résumé du débat	145-162 117
a)	Observations générales	145-147 117
b)	Contre-mesures	148-162 117
i)	Observations générales	148-153 117
ii)	Commentaires spécifiques sur les projets d'article	154-162 118
3.	Observations finales du Rapporteur spécial	163 119
C.	Texte des projets d'article sur la responsabilité des organisations internationales adoptés à ce jour à titre provisoire par la Commission	164-165 119
1.	Texte des projets d'article	164 119
2.	Texte des projets d'article et commentaires y relatifs adoptés par la Commission à sa soixantième session	165 125
	TROISIÈME PARTIE MISE EN ŒUVRE DE LA RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE D'UNE ORGANISATION INTERNATIONALE	125
	CHAPITRE PREMIER INVOCATION DE LA RESPONSABILITÉ D'UNE ORGANISATION INTERNATIONALE	125
	Article 46. Invocation de la responsabilité par un État lésé ou une organisation internationale lésée	125
	Article 47. Notification par l'État lésé ou l'organisation internationale lésée	127
	Article 48. Recevabilité de la demande	127
	Article 49 [48]. Perte du droit d'invoquer la responsabilité	129
	Article 50 [49]. Pluralité d'États ou d'organisations internationales lésés	129
	Article 51 [50]. Pluralité d'États ou d'organisations internationales responsables	130
	Article 52 [51]. Invocation de la responsabilité par un État autre que l'État lésé ou par une organisation internationale autre que l'organisation internationale lésée	131
	Article 53. Portée de cette partie	133
VIII.	EXPULSION DES ÉTRANGERS	166-213 134
A.	Introduction	166-169 134
B.	Examen du sujet à la présente session	170-213 134
1.	Présentation par le Rapporteur spécial de son quatrième rapport	173-184 134
2.	Résumé du débat	185-206 135
a)	Observations générales	185-190 135
b)	Situation des binationaux et des plurinationaux au regard de l'expulsion	191-197 136
c)	Perte de la nationalité, dénationalisation et expulsion	198-206 137
3.	Conclusions du Rapporteur spécial	207-213 137

Chapitres	Paragraphes	Pages
IX. PROTECTION DES PERSONNES EN CAS DE CATASTROPHE	214-264	139
A. Introduction	214	139
B. Examen du sujet à la présente session	215-264	139
1. Présentation par le Rapporteur spécial de son rapport préliminaire	217-225	139
2. Résumé du débat	226-259	141
a) Approche fondée sur les droits	227-229	141
b) Champ d'application du sujet	230-240	141
c) Droit à l'assistance humanitaire	241-250	143
d) Sources à prendre en considération pour l'examen du sujet	251-256	144
e) Programme de travail futur et forme du produit final	257-259	145
3. Conclusions du Rapporteur spécial	260-264	145
X. IMMUNITÉ DE JURIDICTION PÉNALE ÉTRANGÈRE DES REPRÉSENTANTS DE L'ÉTAT	265-311	146
A. Introduction	265	146
B. Examen du sujet à la présente session	266-311	146
1. Présentation par le Rapporteur spécial de son rapport préliminaire	267-277	146
2. Résumé du débat	278-299	147
a) Observations générales	278-280	147
b) Sources	281	148
c) Notions de base	282-287	148
d) Personnes couvertes par l'immunité	288-293	148
e) La question des exceptions éventuelles à l'immunité	294-299	149
3. Conclusions du Rapporteur spécial	300-311	151
XI. L'OBLIGATION D'EXTRADER OU DE POURSUIVRE (<i>AUT DEDERE AUT JUDICARE</i>)	312-332	153
A. Introduction	312-313	153
B. Examen du sujet à la présente session	314-315	153
1. Présentation par le Rapporteur spécial de son troisième rapport	316-321	153
2. Résumé du débat	322-328	154
a) Observations générales	322-323	154
b) Observations sur les projets d'article proposés par le Rapporteur spécial	324-326	154
c) Observations sur les travaux futurs de la Commission sur le sujet	327-328	154
3. Conclusions du Rapporteur spécial	329-332	155
XII. AUTRES DÉCISIONS ET CONCLUSIONS DE LA COMMISSION	333-388	156
A. Programme, procédures, méthodes de travail et documentation de la Commission	333-362	156
1. Célébration du soixantième anniversaire de la Commission et réunion avec les conseillers juridiques	336-340	156
2. Examen de la résolution 62/70 de l'Assemblée générale en date du 6 décembre 2007, relative à l'état de droit aux niveaux national et international	341-346	157
3. Relations entre la Commission et la Sixième Commission	347-350	158
4. Groupe de travail sur le programme à long terme	351-352	159
5. Inscription de nouveaux sujets au programme de travail de la Commission et constitution de groupes d'étude	353-354	159
6. Réunion avec les conseillers juridiques des institutions spécialisées	355	159
7. Réunion avec des membres de l'Organe d'appel de l'Organisation mondiale du commerce	356	159
8. Questions financières	357-358	159
9. Documentation et publications	359-362	160
B. Dates et lieu de la soixante et unième session de la Commission	363	160
C. Coopération avec d'autres organismes	364-371	160
D. Vacance fortuite	372	161
E. Représentation à la soixante-troisième session de l'Assemblée générale	373-374	161
F. Séminaire de droit international	375-388	161
ANNEXES		163
I. Les traités dans le temps, en particulier l'accord et la pratique ultérieurs		163
II. La clause de la nation la plus favorisée		175